

Comment qualifier la « guerre » contre le terrorisme ?

François d'Alançon, le 25/09/2014 à 17h46

Le conflit entre certaines puissances occidentales et le mouvement djihadiste Daech semble accréditer l'idée d'un « choc des civilisations » avec le monde musulman.

La Croix a interrogé quatre spécialistes (1) sur la nature du conflit contre les islamistes radicaux. Pour eux, la racine du problème est la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran au Moyen-Orient, qu'a attisée l'intervention américaine en Irak en 2003.

Comment qualifier la « guerre » contre le terrorisme ?

Sommaire

Lutte antiterroriste ou « guerre contre le terrorisme » ?

Guerre de religion ?

Conflit de civilisation ?

« Guerre mondiale » ?

*

Lutte antiterroriste ou « guerre contre le terrorisme » ?

La France est en « guerre contre le terrorisme », a déclaré plusieurs fois François Hollande, reprenant une expression popularisée par George W. Bush à l'époque de l'intervention militaire américaine en Irak en 2003.

Cette caractérisation de la cible et de l'enjeu fait débat. « Nous avons adopté la phraséologie américaine, analyse Michel Goya, historien et colonel de l'infanterie de marine. Aujourd'hui, tous nos ennemis sont des « terroristes ». C'est à la fois neutre et diabolisant. Diaboliser l'ennemi, c'est le criminaliser.

Selon lui, « le terrorisme est un mode d'action qu'on n'éradiquera pas en tant que tel. En revanche, on peut détruire un groupe armé qui l'utilise mais la destruction d'un ennemi non étatique, c'est forcément long ».

« Il faut ramener les choses à leurs justes proportions », ajoute Olivier Roy, professeur à l'Institut universitaire européen de Florence. « Cela fait dix ans qu'il y a régulièrement des Français enlevés et assassinés dans le Sahel et cela fait treize ans que l'on fait face à un Al-Qaïda globalisé. »

Selon lui, la rhétorique guerrière relève d'une logique de communication. « Puisque le président de la République perd en popularité, on lui construit une image de grand chef de guerre et défenseur de la civilisation. L'expérience, avec Nicolas Sarkozy, a montré que cela ne durait que quelques jours et ne remplaçait pas une vraie politique. »

Seule nouveauté reconnue au groupe Daech, acronyme d'État islamique en arabe, sa territorialisation. Le groupe s'est installé dans de larges secteurs des territoires irakien et syrien alors qu'Al-Qaeda avait établi des sanctuaires en Afghanistan et au Yémen, sans chercher à administrer la population locale.

Dans un premier temps, les djihadistes ont profité du vide de pouvoir en Irak et en Syrie et ont été

bien accueillis par des populations sunnites frustrées et marginalisées. « Ce qui fait la force de Daech, souligne Olivier Zajec, spécialiste de stratégie et maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III), c'est l'acquisition d'une base territoriale et d'une profondeur stratégique lui conférant en particulier des revenus récurrents, pétroliers au premier chef. Mais c'est également ce qui peut causer sa perte. Ce n'est plus un réseau camouflé, ni même un groupe militarisé confiné dans une zone refuge montagneuse ou désertique. »

En se « territorialisant », le groupe est devenu une cible. « Il est possible d'affaiblir sa logistique, de rompre éventuellement le lien physique entre ses ailes syrienne et irakienne, de stabiliser le front de son avancée conquérante avant de le repousser en diminuant l'étendue de sa base territoriale utile », explique Olivier Zajec.

Selon lui, les frappes aériennes, nécessaires pour imprimer un coup d'arrêt et désorganiser l'adversaire, ne sont pas suffisantes en soi. « Un effort majeur devra être fait pour armer et accompagner au sol les forces kurdes et irakiennes. »

« C'est une guerre qui n'a pas d'objectif politique », affirme, de son côté Pierre Conesa, agrégé d'histoire et ancien haut fonctionnaire du ministère de la défense. « Nous nous battons pour sauver l'Arabie saoudite, un docteur Frankenstein qui a créé et financé le salafisme djihadiste et redoute aujourd'hui son effet boomerang. »

Selon lui, « personne ne soulève cette question, alors que notre aide à l'Arabie saoudite et aux pays du Golfe devrait être conditionnée au respect de la liberté religieuse, des droits des femmes et de la liberté d'expression ».

Il rappelle qu'à Riyad, la décapitation a lieu sur la place publique. « En 1979, lors de l'occupation de la grande mosquée de La Mecque, il y a eu 64 décapitations sans jugement filmées à la télévision... »

Guerre de religion ?

Sommes-nous en présence d'une guerre entre sunnites, entre sunnites et chiites, entre musulmans et non musulmans, bref, d'une guerre de religion ? Pour Olivier Roy, spécialiste de l'islam politique, la réponse est clairement négative.

« La religion vient se greffer sur la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran, explique-t-il. Riyad se veut le leader du monde sunnite. Cette rivalité remonte à l'époque du Shah d'Iran, mais la révolution islamique iranienne l'a considérablement amplifiée. »

Les bouleversements actuels du Moyen-Orient sont en grande partie les conséquences de l'intervention militaire américaine en Irak en 2003, pour faire chuter le régime sunnite irakien. L'Iran a acquis le statut d'une puissance régionale et peut s'appuyer sur des alliés stables : le Hezbollah libanais et le régime syrien pour maintenir l'axe qui va de Téhéran à la Méditerranée en passant par Damas et la vallée libanaise de la Bekaa. À Bagdad, le gouvernement du premier ministre chiite Nouri Al-Maliki s'est avéré incapable de coopter les sunnites.

Les pays du Golfe, à commencer par l'Arabie saoudite, ont joué un grand rôle dans la diffusion du salafisme et dans le financement des réseaux djihadistes.

L'Arabie saoudite s'est toujours appuyée sur les sunnites radicaux pour contrer l'influence de l'Iran, des djihadistes qui se retournent contre l'Arabie saoudite et les pays occidentaux.

> A lire : #NotInMyName : des musulmans sur les réseaux sociaux contre Daech

Conflit de civilisation ?

Dans son discours mercredi devant l'Assemblée générale de l'ONU, Barack Obama n'a pas qualifié de « guerre » la lutte contre Daech. Bien plus, il a rejeté « toute suggestion d'un choc de civilisation », en référence à la théorie développée dès 1993 par l'universitaire américain Samuel Huntington.

« La croyance dans une guerre de religion permanente est le refuge erroné d'extrémistes qui ne peuvent rien construire ou créer et propagent seulement le fanatisme et la haine », a affirmé le président américain, en appelant « les communautés musulmanes » à « rejeter explicitement, énergiquement et systématiquement l'idéologie d'Al-Qaida et de l'État islamique ».

Il a ainsi cité l'exemple du nouveau Forum pour la promotion de la paix dans les sociétés musulmanes de cheikh bin Bayyah et la campagne « Not in my name » lancée par de jeunes musulmans britanniques.

En France, l'expression d'un choc des civilisations fait de nouveau florès. « C'est le reflet d'une névrose nationale. L'identité française ne se définit plus en termes positifs de projection vers l'avenir mais de repli en rendant les Français musulmans responsables de nos échecs, affirme Olivier Roy. Or l'ennemi principal de Daech, ce sont les musulmans, pas les chrétiens. Ce groupe attire des jeunes nihilistes en quête d'une cause ».

À ses yeux, les autorités françaises devraient se concentrer sur le soutien à un « islam à la française », plutôt que de passer par l'intermédiaire de l'Algérie, du Maroc, de la Turquie ou de l'Arabie saoudite pour promouvoir le « bon islam ».

« Notre approche de la communauté musulmane reste policière alors qu'il s'agit d'une question politique, insiste Pierre Conesa, auteur d'un rapport sur la radicalisation. Le gouvernement doit soutenir les initiatives des élites de la communauté musulmane qui se font jour pour prévenir la radicalisation, une contribution essentielle ».

« Guerre mondiale » ?

Le centenaire de la Première guerre mondiale et la multiplication des commémorations semble favoriser l'analogie. « On est dans le délire, le ressentiment par rapport à une grandeur perdue, commente Olivier Roy. La France a moins d'influence en Europe et sur la scène internationale et notre classe politique n'est pas à la hauteur.

Selon lui, « il y a un contraste entre le côté guerre de 14, tous unis derrière le drapeau, et l'épisode très « pieds nickelés » du retour cette semaine en France des trois djihadistes présumés, en réalité trois paumés qui voulaient rentrer chez Papa et Maman. Au lieu de traiter les « barbares » comme des minables, on les diabolise et on en fait des héros ».

François d'Alançon

(1) Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire du Ministère de la Défense. Auteur de La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa bonne conscience pour soi. Éditions Robert Laffont, 2011.

Michel Goya, historien.

Olivier Roy, professeur à l'Institut universitaire européen de Florence.

Olivier Zajec, maître de conférences à l'Université Jean Moulin (Lyon III).